

Discours inauguration allée Capodistrias, samedi 5 juin.

Grégoire Junod, Syndic de Lausanne

Destin singulier que celui de Jean Capodistria, connu en Grèce sous le nom de Ioannis Capodistrias, puisqu'il permet de réunir plusieurs pays autour de ce diplomate hors norme, défenseur de la liberté, de l'indépendance, de la souveraineté étatique. C'est ainsi qu'aujourd'hui, ici à Ouchy, la Ville de Lausanne a le privilège et l'honneur d'associer la République grecque, la Fédération de Russie, la Confédération suisse et l'Etat de Vaud pour célébrer la mémoire de cet homme qui a joué un rôle éminent dans la politique de chacun de ces états dans le premier tiers du XIXe siècle.

En cette année où la Grèce fête le bicentenaire de son indépendance, si Lausanne a décidé d'honorer à nouveau Ioannis Capodistrias, en donnant son nom à l'allée menant à son buste du port d'Ouchy, c'est parce que l'histoire du canton de Vaud et de la Suisse sont intimement liées à ce patriote grec qui est aussi une personnalité politique d'envergure paneuropéenne.

Destin imprévu que celui des hommes, des peuples et des nations. Qui pourrait imaginer que l'indépendance et la neutralité de la Suisse, l'indépendance de certains cantons suisses, dont le canton de Vaud, sont indirectement liés à une république éphémère, dont presque plus personne n'a gardé le souvenir, « La République des Sept Îles » (il s'agit de sept îles de la Mer Ionienne), sous le protectorat de l'Empire ottoman et de la Russie. Capodistrias, né à Corfou en 1776, y occupait une fonction importante et ses talents de négociateur et de médiateur y avaient été couronnés de succès et remarqués par le ministère russe des Affaires étrangères.

Pour mesurer le rôle clé que Capodistrias a joué dans la réorganisation institutionnelle de la Suisse, et dans l'affirmation du statut de la neutralité permanente, voyons un peu à quoi ressemble l'Europe d'alors. En 1813, il faut une carte d'état-major pour comprendre ce continent où évolue notre insulaire. Cette année-là, quand le tsar Alexandre Ier, protecteur et promoteur de l'indépendance suisse, confie à Capodistrias l'instruction de, je cite, «sauver » la Suisse et d'en faire un pays neutre, le monarque russe sait de quoi il parle :

130'000 soldats russes et autrichiens viennent en effet d'envahir la Suisse pour combattre les troupes napoléoniennes à ses frontières. L'ordre de l'Etat suisse, une Confédération bancaire, imposée par une France centralisatrice, s'écroule aussitôt. Le pays est profondément divisé et se trouve quasiment au bord d'une guerre civile. Ce n'est pas exagéré d'affirmer que la menace est grande de voir disparaître la Suisse en tant qu'Etat constitué.

Autant dire que la tâche est herculéenne pour ce Grec qui débarque dans une Suisse déjà hérissée à l'époque à la simple idée de voir des « juges étrangers » lui imposer leurs lois. Epaulé, entre autres, par un diplomate autrichien et un Anglais, Capodistrias ne recule pas face aux hostilités et à la diffamation dont il est rapidement l'objet. Des trois chargés de mission, il est d'ailleurs le seul à demeurer en Suisse. De novembre 1813 à septembre 1814, le Corfiote, qui ne parlait pas allemand, se frotte avec courage et obstination à tous les acteurs

et tous les cantons où, petit à petit, son intelligence et sa compréhension des enjeux régionaux forcent l'admiration.

Juge étranger, Capodistrias l'est incontestablement, mais *étranger* il l'est avant tout à ces forces rétrogrades qui, en Suisse, comme en Grèce, voudraient profiter du chaos pour restaurer d'anciennes vassalités.

En dix mois seulement, et grâce au dialogue, à sa force de conviction et son sens du compromis, Capodistrias va convaincre les cantons à s'entendre pour poser les bases de la fondation de la Suisse. Ce diplomate éclairé écrit des projets de constitution, des résolutions, des décisions multiples. A l'issue de sa première mission – un marathon ! la Suisse, mais également chaque canton est doté d'une nouvelle Constitution. Capodistrias peut souffler un peu. La paix civile est rétablie et la Suisse est reconnue par les Alliés. On peut sans doute affirmer que là où Napoléon a échoué par la force, Capodistrias a réussi par la diplomatie.

Bien entendu, beaucoup reste encore à faire pour arriver à la Suisse de 1848. L'Etat tâtonne, mais le « contrat » fédéral est suffisamment solide pour permettre à la Suisse de participer, à titre de spectatrice (c'est déjà ça de pris !) au Congrès de Vienne où Capodistrias court sitôt sa mission helvétique achevée. Grâce à la Russie, la Suisse y gagnera en indépendance et en neutralité. Une fois de plus, le Corfiote, ministre plénipotentiaire d'Alexandre 1^{er}, se fait ainsi l'avocat de la Suisse.

Il a notamment pour mission de redéfinir les frontières du pays, afin d'assurer sa sécurité militaire, et, en second temps, d'y intégrer Genève en tant que nouveau canton de la Confédération helvétique.

En duo avec son ami Charles Pictet de Rochemont, il convainc alors les grandes puissances de l'utilité d'une neutralité permanente de la Suisse.

Sur sa lancée, Capodistrias assure également définitivement l'indépendance du Canton de Vaud, certes donnée par Napoléon et son Acte de médiation de 1805, mais encore contestée par le canton de Berne. L'influence du tsar est ici manifeste – on ne le remerciera jamais assez – car le précepteur d'Alexandre I^{er}, Frédéric-César de La Harpe, se trouvait être un Vaudois. Capodistrias met d'autant plus d'énergie à défendre notre et il n'hésite pas à menacer les Bernois de radiation de la Confédération si ces nostalgiques de l'Ancien Régime persistent à faire barrage à la souveraineté du canton de Vaud.

Alors qu'aujourd'hui encore, nous ne sommes pas complètement guéris d'une réforme imposée par les Bernois où il nous fut interdit de danser, de jouer, de blasphémer, où 262 ans d'occupation ont presque tué tout esprit d'initiative, nous pouvons être éternellement reconnaissants à nos amis grecs et russes. Sans Capodistrias et l'appui du Tsar, nous mangerions tous les jours à 18h00, du pain noir, des patates et des saucisses. Nous l'avons donc échappé belle et c'est souvent dans les petites choses de la vie que l'on mesure la valeur de notre indépendance.

La gratitude des Vaudois et des Genevois à l'égard de Capodistrias est donc entière. Elle s'est d'ailleurs déjà, comme aujourd'hui, plusieurs fois exprimée. Vaud lui accorda sa première citoyenneté d'honneur. Lausanne en fit son premier bourgeois d'honneur, tout comme Genève qui baptisa aussi un quai à son nom, sur les rives de l'Arve.

J'aimerais d'ailleurs m'excuser auprès de nos amis grecs et russes, qui à Athènes, et plus encore à St-Petersbourg et à Moscou, ont l'habitude des grandes avenues, et aussi auprès du CIO qui a le sens des honneurs et dont je salue d'ailleurs la présence de Président ce matin, car l'olympisme n'a cessé de jouer un rôle fort dans les liens qui unissent la Suisse et la Grèce.... J'aimerais m'excuser auprès de vous toutes et tous de ne baptiser aujourd'hui qu'une modeste allée.

Mais quand je vous disais que nous n'étions pas complètement guéris de deux siècles et demi d'occupation bernoise, je ne vous mentais pas. Il se trouve qu'ici, à Lausanne, en pays de Vaud, même si Capodistrias nous a évité le pire, la culture protestante demeure coriace et la règle veut que plus les choses ont d'importance plus elles doivent apparaître modestes. Même le héros mythique de notre indépendance, le Major Davel, dont la tête a été tranchée non loin d'ici, n'a droit qu'à une très modeste avenue en périphérie du centre-ville. C'est dire si ce baptême aujourd'hui, celui de cette modeste allée au bord du lac, témoigne de notre profonde reconnaissance pour le rôle que Capodistrias a joué dans notre histoire.

A l'histoire, revenons-y encore quelques minutes.

Fort de ses succès diplomatiques, Capodistrias s'en retourne en Grèce en 1828, sept ans après le début de la révolution contre l'Empire ottoman, où l'attend son tragique destin de premier gouverneur du jeune Etat grec. Venir à bout des dissensions confédérées, convaincre les patriciens bernois de renoncer aux vignobles et aux terres vaudoises, c'est une chose. Persuader les notables du Péloponnèse et l'épiscopat de renoncer à leurs privilèges féodaux en est une autre. Au pas de charge, ce Grec de l'étranger entreprend la modernisation de son pays. Il lutte à la fois contre la piraterie et le brigandage, il opère un découpage administratif du territoire sur le modèle français. Il entreprend de bâtir un Etat moderne, centralisé et de laïciser la justice.

Avant lui, bon nombre d'hommes et de femmes (j'insiste sur les femmes, car leur rôle fut capital dans la lutte pour l'indépendance grecque, tant sur le champ de bataille qu'à la commande de navires ou dans la défense de l'Acropole), autant de femmes que d'hommes, disais-je, ont ainsi payé un lourd tribut à la révolution. Sans armes, mais avec ses idéaux et ses principes, Ioannis Capodistrias fera partie de ces Hellènes qui paieront du prix de leur vie le combat pour la liberté.

Lui, le Corfiote, qui avait parcouru plus souvent les rues de Saint-Petersbourg et les vallées alpines et le plateau suisse que les sentiers de la Grèce continentale, meurt assassiné sur les marches de l'église Saint-Spiridon de Nauplie, le 9 octobre 1831.

Dans sa correspondance avec un natif de Corfou, Capodistrias a écrit ceci : « La renaissance et la véritable indépendance d'un peuple ne peuvent être que l'œuvre de celui-ci. Une aide extérieure peut les faciliter, mais elle ne peut pas les créer. »

Certes, mais nous qui sommes ici réunis, en cette année de bicentenaire de l'indépendance hellénique, Grecs, Russes, Suisses, gens d'ici et d'ailleurs, nous savons ce que nous devons à

Capodistrias. A lui va notre reconnaissance que nous exprimons en baptisant cette allée en son nom. Sur ses pas, en sa mémoire, nous irons.

Grégoire Junod

Seul le discours prononcé fait foi